

Du pur vandalisme – 14 juillet 1997

En juin 1996, un ingénieur IGN note, de façon malheureusement prémonitoire, que, “par miracle”, le bâtiment technique du marégraphe n’a jamais fait l’objet d’effraction.

L’année suivante, le miracle prend fin et des vandales décident de fêter d’une bien curieuse façon la fête nationale... Michel Rondet, alors géomètre à l’IGN (et aujourd’hui membre de notre association), découvre le 18 juillet 1997 qu’on a pénétré à l’intérieur du bâtiment du marégraphe en passant par un orifice creusé en démolissant une partie d’une fenêtre récemment murée.

Il convient ici d’établir un rapide état des bâtiments à cet époque qui, il faut bien le dire, n’est pas très reluisant. Les ouvertures ne sont pas équipées des solides grilles métalliques qui les protègent aujourd’hui, installées lors de la rénovation des bâtiments en 2006-2007. Et, afin de protéger les bâtiments contre des intrusions non souhaitées, croyait-on, ces ouvertures ont été obturées par des moellons.

En juillet 1997 donc, une longue série d’actes de vandalisme est établie. Les murs extérieurs sont couverts de graffitis et ont subi une dizaine d’impacts de balles. Des inscriptions sont peintes sur certains murs intérieurs et sur l’escalier en fonte d’accès à la chambre souterraine. De nombreuses vitres sont brisées, le caisson de l’appareil totalisateur est cassé à plusieurs endroits. Les fils de liaison entre flotteur et marégraphe sont rompus. Le cylindre compresseur, qui appuyait le papier sur le tambour d’enregistrement du côté de la bobine dérouleuse, a définitivement disparu. Une tentative de mise à feu de vieux rouleaux d’enregistrement à l’intérieur de l’écrin a noirci l’appareil et probablement endommagé le mécanisme...

Il est bien difficile d’évaluer le réel état de dégradation de l’appareil. Le 15 août suivant, cet acte de pur vandalisme fait l’objet d’un court reportage au journal de 13 heures de France 2.



L'appareil après le passage des vandales. Les regards fixes des employés de l'IGN (Robert Bartoloni au premier plan et Loïc Guégan) en disent long sur leur ineffable état d'accablement ou de révolte.

Une fois le désastre constaté, les représentants de l’agence IGN d’Aix-en-Provence alertent une nouvelle fois “sur l’état pitoyable dans lequel l’Institut laisse s’installer les bâtiments dont il a la responsabilité à Marseille.” Ils soulignent que “le nombre d’effractions, squats et dégradations ne se comptent plus” et que les travaux de sécurisation des bâtiments sont d’autant plus urgents qu’on s’apprête à y établir de nouveaux appareils modernes et coûteux (un marégraphe côtier numérique et une station GPS permanente, tous deux installés en 1998). Ils préconisent une tentative de remise en état de l’appareil historique, “objet de visites de scientifiques et d’universitaires, et pour lequel l’intérêt manifesté par la presse écrite et télévisée ne décroît pas”. Ils reçoivent l’appui de quelques ingénieurs de Saint-Mandé qui défendent l’intérêt scientifique du marégraphe.

Mais ces considérations s'opposent aux idées véhiculées par ceux qui estiment que le marégraphe ne mérite pas les investissements nécessaires à sa rénovation. Le responsable de l'entretien des bâtiments de l'IGN, pour qui le "bunker scientifique" du marégraphe n'a pas plus de valeur patrimoniale qu'une casemate, estime que l'appareil n'est pas réparable et qu'il finira, au mieux, dans un musée. La Direction générale de l'IGN étudie l'opportunité de la destruction du bâtiment du gardien. Le marégraphe est alors dans une situation très critique !

Puis le temps passe... Aucune décision stratégique n'étant clairement affirmée, le camp des rénovateurs finit par l'emporter en marquant patiemment des points. Dans un premier temps, l'appareil marégraphe est remis en état par l'horloger marseillais Michel Mouret, qui effectue un travail remarquable, qui mérite aujourd'hui encore notre reconnaissance. Le marégraphe de Marseille ne serait pas ce qu'il est de nos jours sans le sauvetage réalisé par l'équipe de Michel Mouret en 1997-1998.

Malgré une plainte déposée au commissariat local, les auteurs de cette abjecte profanation ne sont pas retrouvés et condamnés. Mais le plus important est que Michel Rondet retrouve bientôt avec fierté un instrument brillant comme une escarboucle. Six mois plus tard, même si c'est déjà un peu tard pour respecter pleinement le travail de Michel Mouret, le rutilant marégraphe est de nouveau mis à l'abri dans un bel écrin en bois et verre, fabriqué par les menuisiers de l'IGN. Pour protéger ses bâtiments, l'Institut se décide enfin à souscrire un contrat de télésurveillance électronique activé à partir du 5 mai 1998.

A.C.